



Négociation salariale Caisses d'Épargne

TOUS ET TOUTES ENSEMBLE ON OBTIENDRA PLUS

Entamée le 3 octobre dernier, la Négociation Annuelle Obligatoire (NAO) de la Branche Caisse d'Épargne, avec comme principal sujet les rémunérations, s'est terminée sur un échec cuisant pour la direction de BPCE. Aucune Organisation Syndicale (OS) n'a apposé sa signature au bas du projet d'accord de la direction, et ce malgré une ultime tentative patronale d'obtenir des signatures lors d'une 4^{ème} réunion.



Au sortir de cette dernière réunion, les OS ont convenu de la rédaction d'un tract intersyndical qui a été distribué dans les Caisses d'Épargne. Les 5 OS représentatives dans la Branche condamnent unanimement la politique salariale de BPCE depuis de trop nombreuses années et sont porteuses d'une seule et unique revendication : **une augmentation générale des salaires de 750 € brut pour toutes et tous**. Il est grand temps que les salarié-es voient enfin leur travail récompensé par des augmentations de salaires substantielles. Surtout quand on sait que le résultat net des Caisses d'Épargne est d'1,5 milliards d'euros annuel.

Une direction déstabilisée

En cette période de mouvements sociaux et de révolte populaire des « gilets jaunes », une des principales revendications est « l'augmentation des salaires grâce à une meilleure répartition des richesses » (ce que **SUD-Solidaires** porte depuis longtemps). Ce contexte de mobilisation a très certainement perturbé BPCE qui a tenté coûte que coûte d'arracher des signatures. La réaction syndicale a également complètement déstabilisé la délégation patronale qui se retrouve face à un choix décisif : acter la non signature et ne rien verser aux salarié-es ou bien poursuivre les négociations et accéder à notre revendication commune !!!

SUD pour l'unité la plus large

Dans la continuité du 1^{er} tract intersyndical, **SUD-Solidaires** a proposé aux OS de se rencontrer dans les premiers jours de janvier pour préparer les différentes actions syndicales possibles et souhaite y associer les OS non représentatives qui ne sont pas invitées habituellement aux négociations. Nous avons besoin d'un vaste mouvement unitaire pour mettre la pression sur BPCE afin d'obtenir satisfaction.

SALARIÉ-ES, RECLAMONS NOTRE DÛ PRÉPARONS-NOUS À L'ACTION

Paris, le 19 décembre 2018 / 18-2018

Le bureau national **SUD-Solidaires** BPCE : Jérôme Bonnard – Gabriel Breuillat – Fabien Cloirec – Chrystelle Dechâtre-Bonnard – Jean Feuz – Mélissa Hilaire – Alain Quesne